



SPIP 84 MOBILISE

A la suite de l'appel intersyndical de la CGT Insertion et probation, du SNEPAP-FSU et de Solidaires Justice, les CPIP du SPIP du Vaucluse se sont réunis le 07 mars 2016 en Assemblée Générale.

Lors de cette Assemblée générale, l'unanimité des personnes présentes, syndiquées et non syndiquées, a décidé de s'associer pleinement au mouvement national dénonçant l'inégalité de traitement subie par les personnels d'insertion et de probation.

C'est la raison pour laquelle nous exigeons :

- **L'ouverture de négociations statutaires pour la filière insertion et probation.**
- **Une revalorisation indemnitaire dans les mêmes proportions que pour les autres filières.**
- **La suppression de la pré-affectation dès la prochaine promotion de CPIP.**
- **L'égalité de traitement des assistantes de service social ayant intégré le corps des CPIP pour le calcul de la pension retraite.**
- **Un plan de recrutement massif permettant un véritable renforcement des ressources humaines et la mise en place d'un organigramme.**
- **L'abandon du RIFSEEP**

Les personnels présents ont décidé l'entrée en mouvement à compter du 8 mars 2016 selon les modalités suivantes :

- **Le boycott des réunions institutionnelles et/ou commissions (CAP, CPU...),**
- **Le boycott des actions PLAT (plan de lutte anti-terroriste) en milieu ouvert (orientation des PPSMJ et réunions)**
- **L'inscription du bandeau suivant à la fin de chaque rapport, fax et courriels :**

« Actuellement en mouvement protestataire, les personnels du SPIP revendiquent l'ouverture de négociations statutaires, une remise à niveau immédiate du dispositif indemnitaire pour la filière insertion et probation, l'abandon du RIFSEEP, la suppression de la pré-affectation, l'égalité de traitement des ASS ayant intégré le corps de CPIP pour le calcul de la pension de retraite et un recrutement permettant un véritable renforcement des SPIP »

- **Le boycott de la prise en charge des stagiaires hors CPIP**
- **La communication des raisons de la mobilisation aux élus, aux partenaires et aux médias.**

Une prochaine assemblée générale des personnels est prévue le **21 mars 2016** afin de réévaluer ces modalités d'action si l'absence de réponse à nos revendications le nécessite.